



**PRÉFÈTE  
DE LA DRÔME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale de la  
protection des populations de la Drôme**

Service Santé, Protection Animales et Environnement  
33, avenue de Romans  
B.P. 96  
26000 Valence

Valence, le 02/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **DUC - Site GRAND BOIS**

50 A impasse de la Sablière  
26750 Châtillon-Saint-Jean

Références : MR/2026-00314

Code AIOT : 0052600636

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2026 dans l'établissement DUC - Site GRAND BOIS implanté Quartier Les Taillis 26750 Saint-Paul-lès-Romans. L'inspection a été annoncée le 23/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Changement d'exploitant et reprise d'activité du site Grand Bois.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- DUC - Site GRAND BOIS
- Quartier Les Taillis 26750 Saint-Paul-lès-Romans
- Code AIOT : 0052600636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage de volailles de chair autorisé pour 67500 emplacements. La production a été arrêtée en 2020 par l'ancien exploitant, puis en 2022 le propriétaire de l'établissement a entamé les premiers travaux de rénovation, enfin le site a été vendu en 2024 à un nouvel exploitant. Dans un premier temps la mise en place des animaux ne s'effectuera que sur un seul des deux bâtiments, la rénovation du second bâtiment est prévue prochainement.

## Thèmes de l'inspection :

- AN26 Eau Ouvrage Agri Agro / Bref SA
- IED-MTD

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Dispositif de	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	prévention des accidents	27/12/2013, article 14	l'exploitant	
13	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
18	Prévention des accidents et des pollutions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12	Sans objet
6	Emissions dans l'air	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.	Sans objet
7	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
8	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35	Sans objet
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	Sans objet
10	Installations classées au titre de la rubrique 3660	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
11	Ouvrages Eau Agri Agro	Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13	Sans objet
12	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
14	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
15	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8	Sans objet
16	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
17	Ouvrages Eau Agri Agro	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été réalisée en vue de la reprise d'activité du site suite au changement d'exploitant. Le jour de l'inspection de nombreux travaux étaient en cours notamment sur les installations électriques. L'exploitant envisage de mettre en place les animaux dès la fin des travaux de la rénovation du premier bâtiment.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage.L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b>  Les abords et les haies sont entretenus.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Généralités

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.
<b>Constats :</b>  De nombreux travaux étaient toujours en cours le jour de l'inspection avec la présence d'un prestataire pour la rénovation des installations électriques, ainsi les conditions sanitaires ne pouvaient pas être entièrement remplies conformément à une activité normale d'exploitation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Avant la mise en place des animaux, l'exploitant assurera un nettoyage complet du site selon les exigences des règles sanitaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent, lorsqu'il n'y a aucune présence humaine sur le site, sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors

des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.
<b>Constats :</b>  Le site dispose de deux accès aux installations depuis la route, ces accès sont suffisamment larges pour le passage des véhicules de secours. L'exploitant envisage prochainement avec la rénovation du deuxième bâtiment de clôturer le site, tout en conservant une voie de circulation autour des bâtiments.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Dispositions constructives

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m <sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés :- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation. Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.
<b>Constats :</b>  La réserve incendie installée au sud du site n'était pas opérationnelle le jour de l'inspection. L'exploitant a remplacé tous les extincteurs de l'installation par des neufs. Les numéros d'urgence sont affichés sur les onduleurs des panneaux photovoltaïques mais pas sur les bâtiments d'élevage.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra justifier de la remise en état de la réserve incendie et afficher les numéros d'urgence au niveau des bâtiments d'élevage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Dispositif de prévention des accidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
<b>Constats :</b>  Le jour de l'inspection de nombreux travaux électriques étaient en cours.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra justifier qu'une vérification a été réalisée avant la mise en place des animaux et mettre à jour le plan des zones à risques.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 6 : Emissions dans l'air**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 31 > I.
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Abords
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les bâtiments sont correctement ventilés. L'exploitant prend les dispositions appropriées pour atténuer les émissions d'odeurs, de gaz ou de poussières susceptibles de créer des nuisances de voisinage. En particulier, les accumulations de poussières issues des extractions d'air aux abords des bâtiments sont proscrites. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et convenablement nettoyées ;- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue excessifs sur les voies publiques de circulation ;- dans la mesure du possible, certaines surfaces sont enherbées ou végétalisées.
<b>Constats :</b>  Les systèmes de ventilation du bâtiment à proximité du hangar ont été remplacés par des neufs dont le raccordement électrique était en cours. Absence de poussières sur le site sur les abords du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un congélateur pour stocker les cadavres avant leur enlèvement et d'un chariot adéquat pour le ramassage par l'équarrisseur.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Déchets et sous-produits animaux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit.
<b>Constats :</b>  Absence de traces de brûlage au sol sur le site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Autosurveillance**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Effluents d'élevage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant et à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées pendant une durée de cinq ans, comporte pour chacune des surfaces réceptrices épandues exploitées en propre : 1. Les superficies effectivement épandues ; 3. Les dates d'épandage ; 4. La nature des cultures ; 5. Les rendements des cultures ; 6. Les volumes par nature d'effluents et les quantités d'azote épandues, en précisant les autres apports d'azote organique et minéral ; 7. Le mode d'épandage et le délai d'enfouissement ; Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne prévoit pas d'épandage dans un premier temps, les effluents seront dirigés vers une filière de traitement adaptée auprès d'un prestataire.

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Dans le cas où l'exploitant prévoit un traitement des effluents par épandage, un plan d'épandage devra être au préalable transmis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Installations classées au titre de la rubrique 3660**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déclarations d'émissions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé.
<b>Constats :</b>  Même si l'installation n'a pas été en production l'année précédente, l'exploitant devra réaliser sa télédéclaration.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/07/2017, article R.181-13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Déclaration du forage
<b>Prescription contrôlée :</b>  La demande d'autorisation environnementale comprend les éléments communs suivants :[...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a justifié auprès de l'inspection sa déclaration de forage par une réponse obtenue auprès de la police de l'eau pour un volume annuel de 8000 m <sup>3</sup> , ce volume sera porté sur le projet d'un nouvel arrêté préfectoral.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Prélèvement d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
<b>Constats :</b>  Le forage est équipé au niveau de la tête d'un compteur totalisateur.



<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>
--

**N° 13 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle est de 3 m <sup>2</sup> au minimum autour de chaque tête et 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local ou une chambre de comptage, cette margelle n'est pas obligatoire ; dans ce cas, le plafond du local ou de la chambre de comptage doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Il n'y a pas de margelle autour du forage.
--

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
--

Créer une margelle autour du forage.
--------------------------------------

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
---

<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
---

<b>Proposition de délais :</b> 1 mois
---------------------------------------

**N° 14 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins à 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local à l'intérieur d'un local.
---

<b>Constats :</b>
-------------------

Conforme
----------

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 15 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 8
--

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Protection de l'ouvrage
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain conservé pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance. Il doit permettre un parfait isolement du sondage, forage, puits ou ouvrage souterrain des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de
--

sécurité.
<b>Constats :</b>
Le capot sur le forage ne dispose pas d'une fermeture avec un dispositif de sécurité.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
Mettre en place un dispositif de sécurité sur le capot de fermeture.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 16 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b>
I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] -les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an ;
<b>Constats :</b>
En l'absence de mise en place d'animaux l'année précédente, le volume maximum est largement en dessous du volume autorisé de 8000 m <sup>3</sup> /an.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'exploitant veillera à déclarer son volume annuel s'il dépasse les 7000 m <sup>3</sup> /an.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Ouvrages Eau Agri Agro**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Abandon du forage
<b>Prescription contrôlée :</b>
Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier et à l'arrêté du 11 septembre 2003
<b>Constats :</b>
Conforme, l'exploitant a justifié la réalisation de son forage dans le régime procédural du code minier en présentant sa demande au préalable à la police de l'eau selon les dispositions de la nomenclature IOTA.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 18 : Prévention des accidents et des pollutions**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents et des pollutions

**Prescription contrôlée :**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

**Constats :**

L'exploitant ne disposait pas sur l'installation des fiches de données de sécurité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant recensera les produits utilisés pour son activité et transmettra les fiches de données de sécurité à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois